

<b>RAPPORT I - I</b> <i>Rapporteur : Jean-François SOTO</i>	<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>
<b>DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT</b>	
<b>DEPUIS LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 24 JANVIER 2022.</b>	

*VU l'article L. 5211-2 du Code général des collectivités territoriales renvoyant aux dispositions communes applicables aux établissements publics de coopération intercommunale, notamment à l'article L. 2122-23 qui prévoit que le Maire rend compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal des décisions prises en vertu de la délégation qu'il a reçue de ce dernier ;  
 VU la délibération du Conseil communautaire en date du 8 juillet 2020 relative aux délégations de pouvoirs consenties par le Conseil communautaire au Président ;  
 VU la délibération du Conseil communautaire en date du 8 juillet 2020 relative à la délégation de pouvoir donnée au Président en matière de marchés et accords-cadres inférieurs aux seuils de procédures formalisées.*

CONSIDERANT qu'il convient d'informer l'Assemblée de l'usage des délégations telles que consenties au Président y compris celles en matière de marchés et accords-cadres inférieurs aux seuils de procédures formalisées,

N°	Décision prise par le Président	Date
<b>D2022-2</b>	Désignation du cabinet MB Avocats Associés pour représenter la Communauté de communes Vallée de l'Hérault devant le tribunal administratif de Montpellier dans le cadre du recours engagé par Monsieur Ahmed FAOUZI	14/01
<b>D2022-3</b>	Ouverture d'une ligne de trésorerie pour le budget principal - caisse d'épargne Languedoc Roussillon - montant de la ligne de trésorerie 400 000€	26/01
<b>D2022-4</b>	Ouverture d'une ligne de trésorerie pour le budget annexe eau potable (AEP) - caisse d'épargne Languedoc Roussillon - montant de la ligne de trésorerie 400 000€	26/01
<b>D2022-5</b>	Ouverture d'une ligne de trésorerie pour le budget annexe assainissement (EU) - caisse d'épargne Languedoc Roussillon - montant de la ligne de trésorerie 400 000€	26/01

Je propose donc à l'Assemblée :

- de prendre acte des décisions prises par le Président, y compris en matière de marchés.



